

Conférence de presse du Conseil fédéral et des partenaires sociaux sur l'initiative du chaos

Intervention de: Fabio Regazzi, conseiller aux États, président usam et entrepreneur

Contact: 079 253 12 74

Mesdames et Messieurs les représentants des médias,

Je m'adresse à vous aujourd'hui non seulement en tant que président de l'Union suisse des arts et métiers et conseiller aux États, mais également en tant qu'employeur et entrepreneur à la tête d'une entreprise tessinoise de construction métallique.

Et c'est fort de cette expérience que je peux le dire:
la réalité dans les entreprises est souvent bien différente du débat politique.

La Suisse, ce sont les PME. Elles représentent plus de 99% de toutes les entreprises et génèrent près des deux tiers des emplois dans notre pays. Pourtant, ce sont précisément ces entreprises qui sont aujourd'hui confrontées à des défis majeurs.

Aujourd'hui, de nombreuses PME cherchent désespérément du personnel qualifié: des maçons, des menuisiers, des boulangers, du personnel de service ou du personnel soignant. Ma propre entreprise est elle aussi régulièrement à la recherche de collaboratrices et collaborateurs.

Lorsqu'un poste ne peut être pourvu, une petite entreprise en ressent immédiatement les conséquences. La charge de travail augmente pour les équipes en place, ce qui devient de plus en plus problématique.

Notre société vieillit. Chaque année, le nombre de personnes qui partent à la retraite est supérieur à celui des jeunes Suissesses et Suisses qui entrent sur le marché du travail.

Sans immigration, il manquerait chaque année entre 20 000 et 30 000 personnes sur notre marché du travail.

Nous recherchons des personnes qui rendent tout simplement notre quotidien possible: lorsque le chauffage tombe en panne, lorsque des proches ont besoin de soins ou lorsque nous voulons être servis au restaurant.

Pour cela, nous devons aussi pouvoir recruter des professionnels venus de l'étranger – souvent des États de l'UE ou de l'AELE. Aujourd'hui, quelque **1,8 million d'étrangères et d'étrangers** travaillent en Suisse.

Une personne active sur trois ne possède pas de passeport suisse.

Ces personnes travaillent dans nos restaurants, dans nos hôtels, sur les chantiers ou dans l'artisanat. Elles contribuent au succès économique de notre pays.

Mais que se passerait-il si nous imposions artificiellement un plafond à notre population? Que se passerait-il si nous mettions fin à la libre circulation des personnes? **Les**

conséquences seraient claires: plus de bureaucratie, plus de coûts et plus d'incertitude pour nos PME.

Les entreprises devraient à nouveau demander des dizaines de milliers de permis de travail et de séjour. La charge administrative augmenterait de manière considérable – tant pour l'État que pour les entreprises. **Cela peut encore être gérable pour les grands groupes disposant d'importants services du personnel. Pour les PME en revanche, la charge serait énorme.**

De plus, les entreprises devraient justifier chaque recrutement d'une personne étrangère en prouvant qu'elles ne trouvent aucune personne qualifiée en Suisse. Ce qui entraînerait des retards, un surcroît de travail et des coûts supplémentaires.

C'est pourquoi l'Union suisse des arts et métiers dit clairement **NON à l'initiative du chaos.**

Cette initiative mise sur des valeurs limites strictes et des mécanismes automatiques. Elle soulève des préoccupations réelles, mais n'offre aucune solution viable.

Les travailleurs étrangers contribuent depuis des décennies à la prospérité de notre pays. Ils ont construit des routes et des chemins de fer, travaillé dans les hôpitaux, géré des hôtels et rendu possible l'existence de nos restaurants.

Nous l'avons clairement constaté après la pandémie: les restaurants ont dû réduire leur offre faute de personnel. Et les hôpitaux ont été sous pression en raison du manque de personnel soignant.

Lorsque des commandes ne peuvent être exécutées et que les clients doivent attendre trop longtemps, ce ne sont pas seulement les PME qui en souffrent, mais l'ensemble de l'économie.

Nos PME ont besoin d'une **sécurité de planification**, de conditions-cadre économiques favorables et de moins de bureaucratie. Et elles ont surtout besoin de solutions pragmatiques: une formation professionnelle solide, des modèles de travail flexibles, des investissements dans les infrastructures et des mesures ciblées contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

C'est pourquoi l'Union suisse des arts et métiers dit clairement:
NON à l'initiative du chaos.

16 mars 2026